

5° les échangeurs de chaleur de l'installation de cogénération pour autant qu'ils ne font pas partie de l'application de chaleur ;

6° chaudière HRSG (Heat Recovery Steam Generator) de l'installation de cogénération ;

7° le générateur de l'installation de cogénération ;

8° le contrôle de l'installation de cogénération ;

Art. 9. Pour le calcul des frais éligibles pour les installations de chaleur écologique utile pour la production de chaleur écologique utile à partir de la biomasse avec une puissance thermique brute supérieure à 1 MW, des installations pour l'utilisation de la chaleur résiduelle et des installations de chaleur écologique utile pour la production de chaleur écologique utile de l'énergie à partir de l'énergie géothermique du sous-sol profond, une chaudière à haut rendement au gaz naturel est utilisée pour la production de chaleur, une chaudière à vapeur au gaz naturel pour la production de vapeur et une machine frigorifique à compression pour la production de froid.

La « Vlaams Energieagentschap » stipule quelles sont les parties qui sont considérées comme faisant partie de l'installation de référence, comment l'installation de référence est dimensionnée et quels sont les frais d'investissement.

Art. 10. Pour le calcul des frais d'investissement supplémentaires d'une installation pour la production de biométhane, les frais d'une installation de fermentation sont exclus.

Art. 11. L'aide pour l'utilisation de la chaleur résiduelle est calculée sur la base de l'utilisation complémentaire de la chaleur résiduelle par rapport à l'utilisation actuelle de la chaleur résiduelle.

Les frais éligibles sont corrigés à l'aide du facteur de correction suivant :

$$\text{Facteur de correction} = 1 \frac{\eta \text{ processus de valorisation actuel}}{\eta \text{ nouveau processus de valorisation}}$$

où :

η processus de valorisation actuel : le rendement du processus de valorisation actuel de la chaleur résiduelle compte tenu du facteur de conversion vers l'énergie primaire ;

η nouveau processus de valorisation : le rendement du nouveau processus de valorisation de la chaleur résiduelle compte tenu du facteur de conversion vers l'énergie primaire.

Lorsque la chaleur résiduelle dans l'état présent est inutilisée, le facteur de correction s'élève à 1.

La « Vlaams Energieagentschap » détermine comment le rendement tient compte du facteur de conversion vers l'énergie primaire.

Art. 12. En ce qui concerne la chaleur résiduelle, il ne peut pas s'agir d'une utilisation pour la production d'électricité.

Art. 13. Lorsqu'un chauffage ou un refroidissement urbain est raccordé à une installation de chaleur écologique utile ou à une installation pour l'utilisation de chaleur résiduelle, une aide peut être octroyée conformément à l'article 7.4.2, § 1^{er}, alinéa six, l'article 7.5.2, § 1^{er}, alinéa deux et l'article 7.7.2, § 1^{er}, alinéa cinq lorsque le chauffage ou le refroidissement urbains sont alimentés par au moins 50% de sources d'énergie renouvelables ou 50 % de chaleur résiduelle.

La partie de sources d'énergie renouvelables ou de chaleur résiduelle dans le flux entrant du chauffage ou du refroidissement urbains est calculé à l'aide d'un formulaire sur le site web de la « Vlaams Energieagentschap ». La partie est fixée sur la base de la production annuelle d'énergie escomptée. La « Vlaams Energieagentschap » établit le formulaire, sur la base du guide d'agrément tel que visé à l'article 4/1 § 4 de l'Arrêté ministériel du 15 septembre 2009 concernant la détermination de l'équivalence des concepts de construction et des technologies innovants dans le cadre de la réglementation de prestation d'énergie.

Art. 14. Conformément à l'article 7.6.2, § 1^{er}, alinéa trois de l'arrêté relatif à l'Energie du 19 novembre 2010, aucune aide n'est accordée à la production de biométhane à partir de cultures vivrières lorsque le biométhane est appliqué comme biocarburant. Des biocarburants produits à partir de cultures vivrières sont des biocarburants qui sont produits à partir de céréales et d'autres cultures à haute teneur en amidon, des sucres et des cultures de graines oléagineuses et d'autres cultures qui sont cultivées sur des terres arables comme culture principale à des fins énergétiques. Des cultures riches en amidon sont les cultures comprenant principalement des céréales (indépendamment du fait qu'on utilise les graines seules ou la plante entière, comme dans le cas du maïs vert), des tubercules et des racines comestibles (tels que les pommes de terre, les topinambours, les patates douces, le manioc et l'igname), ainsi que des cormes (tels que le taro et le cocoyam).

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 septembre 2015.

La Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Energie,

A. TURTELBOOM

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204368]

17 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2005 réglementant l'emploi des armes à feu et de leurs munitions en vue de l'exercice de la chasse, ainsi que certains procédés ou techniques de chasse et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces gibiers

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 7, § 1^{er}, et l'article 30bis, remplacés par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces de gibiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2005 réglementant l'emploi des armes à feu et de leurs munitions en vue de l'exercice de la chasse, ainsi que certains procédés ou techniques de chasse;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 8 mai 2015 et le 8 juin 2015;

Vu le rapport du 19 mai 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 57.866/2/V du Conseil d'Etat donné le 26 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le Gouvernement wallon a adopté le 28 juin 2012 une stratégie de réduction des populations de grands gibiers, engageant notamment les chasseurs à faire des efforts importants au niveau des prélèvements de grands gibiers;

Considérant le rapport en date du 1^{er} octobre 2014 relatif à l'évaluation de l'impact de la mesure transitoire relative au nourrissage dissuasif du sanglier sur le niveau des dégâts de sangliers observés en Région wallonne

Considérant l'explosion ces trente dernières années des populations de toutes les espèces de grand gibier, en particulier les populations de sangliers;

Considérant que cette situation entraîne aujourd'hui des dégâts importants aux cultures et prairies, aux peuplements forestiers et à leur régénération, ainsi qu'un risque accru sur le plan sanitaire pour les élevages et pour la sécurité routière;

Considérant que tous les grands gibiers concourent aux dégâts et aux risques précités, leur action ayant tantôt un effet cumulatif tantôt un effet spécifique, qu'il convient dès lors de pouvoir agir sur chacune d'entre eux pour pouvoir remédier à la situation précitée;

Considérant que dans ce contexte, l'interdiction de tir à partir d'un mirador situé à moins de deux cents mètres d'un lieu de nourrissage artificiel, qui est une mesure prévue par la loi visant notamment à offrir une protection relative au gibier, ne se justifie dès lors plus pour les grands gibiers, comme pour le renard d'ailleurs;

Considérant par ailleurs que si des efforts de régulation sont demandés aux chasseurs par les autorités, il convient alors que celles-ci facilitent cette régulation en leur permettant d'agir avec une plus grande efficacité;

Considérant que les populations de renards sont de nature à porter atteinte à la biodiversité, tout particulièrement à la faune des plaines et qu'il convient dès lors de réguler au mieux cette espèce;

Considérant que la présence importante de renards constatée sur l'ensemble de la Région wallonne constitue un risque pour la santé publique eu égard à une possible réapparition d'une épizootie de rage en Belgique, que ce risque est objectif aux motifs que plusieurs Etats membres de l'Union européenne ne sont toujours pas indemnes de rage, qu'il existe des mouvements illégaux de chiens au sein de l'Union européenne et qu'il existe des introductions illégales de chiens en provenance de pays tiers à haut risque vis-à-vis de cette zoonose, que dès lors il s'impose de prendre toutes les mesures susceptibles de réguler efficacement les populations de renards pour limiter ce risque, le renard étant un des principaux vecteurs de la faune sauvage de cette maladie;

Considérant l'état de conservation très favorable de l'espèce pigeon ramier, situation entraînant un risque accru de dégâts aux cultures;

Considérant les requêtes adressées au Ministre qui a la chasse dans ses attributions par les différentes associations représentatives d'agriculteurs en Wallonie, celles-ci sollicitant l'élargissement des possibilités de destruction du pigeon ramier à des périodes plus étendues et à des cultures agricoles non visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002;

Considérant qu'il s'indique de faciliter le recours à la destruction du pigeon ramier suite à l'adoption de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mai 2015 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2016, étant donné que cet arrêté a réduit fortement la période de chasse du pigeon ramier;

Considérant dès lors qu'il convient d'une façon générale de faciliter l'exercice de la chasse et le recours à la destruction pour ces espèces gibiers;

Sur la proposition du Ministre qui a la Chasse dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2005 réglementant l'emploi des armes à feu et de leurs munitions en vue de l'exercice de la chasse, ainsi que certains procédés ou techniques de chasse, il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

« Art.12/1. Par dérogation à l'article 9bis, § 2, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, il est permis d'occuper, avec une arme, des miradors situés à moins de deux cents mètres d'un lieu de nourrissage artificiel du gibier pour y chasser et y détruire le grand gibier ainsi que l'espèce renard. »

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces de gibiers, l'article 2, alinéa 2, 5°, est abrogé.

Art. 3. Dans le même arrêté, à l'article 2, premier alinéa, les mots "ou par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi" sont insérés entre les mots "récépissé" et "au Ministre".

Art. 4. Dans le même arrêté, à l'article 5, les mots "du 8 juin 2001" sont remplacés par les mots "du 25 septembre 2008".

Art. 5. Dans le même arrêté, à l'article 6, l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

« La destruction du sanglier ne peut se faire qu'en vue de prévenir des dommages importants aux cultures, à l'élevage, ainsi qu'à la flore en général que celle-ci relève ou non de l'agriculture. »

Art. 6. Dans le même arrêté, à l'article 6, alinéa 3, les mots "aux cultures" sont remplacés par les mots "visés à l'alinéa premier".

Art. 7. Dans le même arrêté, l'article 9 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. La destruction du sanglier est effectuée par l'occupant.

L'occupant peut inviter les personnes suivantes à effectuer cette destruction à sa place :

1° le titulaire du droit de chasse sur les terrains à défendre, qui y exerce effectivement ce droit, et ses gardes assermentés;

2° à défaut des premiers, le titulaire du droit de chasse sur un territoire boisé jouxtant les terrains à défendre, qui y exerce effectivement ce droit, et ses gardes assermentés;

3° à défaut des seconds, tout autre chasseur. »

Art. 8. Dans le même arrêté, l'article 10 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. La demande d'autorisation de destruction doit être introduite par l'occupant ou par les personnes visées à l'article 9 et préciser la localisation des terrains à défendre et l'identité de la personne qui procèdera à la destruction, ainsi que le titre auquel celle-ci intervient. »

Art. 9. Dans le même arrêté, l'article 11 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Par dérogation aux articles 7 à 10, lorsque dans une partie de la Région il est constaté que la présence d'une trop grande quantité de sangliers cause des dommages importants dont question à l'article 6, alinéa 1^{er}, le Ministre ou son délégué peut autoriser, toute l'année, de jour uniquement, le titulaire du droit de chasse à organiser une ou plusieurs battues de destruction au bois.

Les gardes assermentés du titulaire du droit de chasse peuvent procéder au tir des sangliers lors de ces battues.

Ces battues peuvent être uniquement effectuées au moyen d'armes à feu et après avertissement du service forestier. »

Art. 10. Dans le même arrêté, l'article 12 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. Par dérogation aux articles 7 à 9, lorsqu'il est constaté que les sangliers occasionnent des dommages importants dans les cultures ou à la végétation de certains terrains, le Ministre ou son délégué peut y autoriser une ou plusieurs battues de destruction.

Ces battues peuvent être uniquement effectuées par:

1° le titulaire du droit de chasse sur les terrains à défendre, qui y exerce effectivement ce droit ainsi que ses gardes assermentés;

2° à défaut des premiers, le titulaire du droit de chasse sur un territoire boisé jouxtant la plaine où se situe les terrains à défendre, qui y exerce effectivement ce droit, ainsi que ses gardes assermentés;

3° à défaut des seconds, tout autre chasseur.

Ces battues sont uniquement effectuées de jour, au moyen d'armes à feu, après avertissement du service forestier.

Ces battues peuvent être effectuées durant les opérations de récoltes mécanisées, même si celles-ci peuvent faciliter la destruction des sangliers.

La demande d'autorisation est introduite par l'occupant et précise notamment la localisation des terrains à défendre, l'identité des chasseurs et des gardes assermentés qui procéderont à la destruction et le titre auquel ceux-ci interviennent. »

Art. 11. Dans le même arrêté, l'article 15, § 1^{er}, 1°, est remplacé par ce qui suit :

« 1° d'armes à feu, y compris durant les opérations de récoltes mécanisées lorsqu'il s'agit de détruire le renard, même si ces opérations peuvent faciliter sa destruction; ».

Art. 12. Dans le même arrêté, l'article 24, 5°, est remplacé par ce qui suit :

« 5° du 1^{er} juin au 30 septembre : dans les céréales versées; ».

Art. 13. Dans le même arrêté, l'article 24 est complété par les 6°, 7°, 8°, 9°, 10° et 11° rédigés comme suit :

« 6° du 1^{er} mars au 1^{er} juillet : dans les cultures de betteraves fourragères et sucrières;

7° du 1^{er} janvier au 1^{er} juin : dans les cultures de luzernes et de trèfles;

8° du 1^{er} mars au 30 septembre : dans les cultures des autres légumineuses;

9° du 1^{er} mai au 15 juillet : dans les cultures de haricots;

10° du 15 avril au 1^{er} juin : dans les cultures de chanvre;

11° du 1^{er} décembre au 31 mai : dans les cultures d'épinards. »

Art. 14. Dans le même arrêté, l'article 26 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, peuvent détruire jusqu'à une distance de cinquante mètres autour des parcelles concernées pour autant qu'elles puissent justifier du droit de chasse ou de gardiennage sur cette surface. »

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Le Ministre qui a la Chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204368]

17. SEPTEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2005 zur Regelung des Gebrauchs von Feuerwaffen und Munition zur Ausübung der Jagd sowie bestimmter Jagdverfahren oder -techniken und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 7 § 1 und Artikel 30*bis*, ersetzt durch das Dekret vom 14. Juli 1994;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2005 zur Regelung des Gebrauchs von Feuerwaffen und Munition zur Ausübung der Jagd sowie bestimmter Jagdverfahren oder -techniken;

Aufgrund des am 8. Mai 2015 und 8. Juni 2015 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la chasse" (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 19. Mai 2015;

Aufgrund des am 26. August 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Abs. 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.866/2/V des Staatsrates;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung am 28. Juni 2012 eine Strategie zur Verringerung der Großwildbestände verabschiedet hat, die die Jäger insbesondere zu größeren Bemühungen hinsichtlich der Abschusszahlen bei Großwild verpflichtet;

In Erwägung des Berichts vom 1. Oktober 2014 über die Beurteilung der Auswirkungen der Übergangsmaßnahme betreffend die Ablenkungsfütterung bei Schwarzwild auf das Ausmaß der in der Wallonischen Region festgestellten Schäden durch Schwarzwild;

In Erwägung der demographischen Explosion der letzten dreißig Jahre aller Großwildarten, insbesondere der Schwarzwildbestände;

In der Erwägung, dass diese Situation erhebliche Schäden an den Kulturen und Wiesen, an den Baumbeständen und ihrer Regeneration, sowie eine erhöhte sanitäre Gefahr für Zuchtbetriebe und die Verkehrssicherheit mit sich bringt;

In der Erwägung, dass alle Großwildarten zu den vorerwähnten Schäden und Risiken beitragen, wobei ihre Aktion entweder eine kumulative Wirkung, oder eine spezifische Wirkung hat, dass es demnach angebracht ist, auf beide Wirkungen Einfluss nehmen zu können, um der vorerwähnten Situation Abhilfe zu schaffen;

In der Erwägung, dass das Schießverbot von einem sich in einem Abstand von weniger als zweihundert Metern von einer künstlichen Wildfutterstelle befindenden Hochsitz, das eine durch das Gesetz vorgesehene Maßnahme darstellt, unter anderem um dem Wild einen relativen Schutz zu bieten, demnach für das Großwild, wie übrigens auch für den Fuchs, nicht mehr gerechtfertigt ist;

In der Erwägung außerdem, dass wenn die Behörden von den Jägern Regulierungsanstrengungen verlangen, es angebracht ist, dass sie diese Regulation erleichtern, indem sie den Jägern ermöglichen, mit größerer Effizienz zu handeln;

In der Erwägung, dass die Fuchsbestände zur Gefährdung der Artenvielfalt, insbesondere der Auenfauna, beitragen und dass es demnach angebracht ist, diese Tierart besser zu regulieren;

In der Erwägung, dass das in der gesamten Wallonischen Region festgestellte verbreitete Vorhandensein von Füchsen in Anbetracht der Möglichkeit eines erneuten Ausbruchs der Tollwutseuche in Belgien ein Risiko für die öffentliche Gesundheit darstellt, dass dieses Risiko durch die Tatsache verschärft wird, dass mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union noch immer nicht von der Tollwut befreit sind, dass illegale Grenzübertritte von Hunden innerhalb der Europäischen Union stattfinden und dass Hunde aus Drittländern mit einem hohen Risiko entgegen dieser Tierseuche illegal eingeführt werden, dass es demnach erforderlich ist, alle Maßnahmen zu treffen, durch die die Fuchsbestände wirksam reguliert werden können, um dieses Risiko einzuschränken, da der Fuchs unter den wildlebenden Tieren einer der Hauptträger dieser Krankheit ist;

In Erwägung des sehr günstigen Erhaltungszustands der Art Ringeltaube, eine Situation, die ein erhöhtes Risiko von Schäden an Kulturen nach sich zieht;

In Erwägung der von den verschiedenen in der Wallonie repräsentativen Vereinigungen von Landwirten an den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, gerichteten Gesuche, in denen diese die Erweiterung der Möglichkeiten zur Vernichtung der Ringeltaube auf längere Perioden und auf landwirtschaftliche Kulturen, die nicht im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 erwähnt werden, beantragen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Vernichtung der Ringeltaube infolge der Verabschiedung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2015 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2011 bis zum 30. Juni 2016 zu erleichtern, da dieser Erlass die Jagdzeit der Ringeltaube stark herabgesetzt hat;

In der Erwägung, dass es demnach allgemein angebracht ist, die Ausübung der Jagd und die Vernichtung für diese Wildarten zu vereinfachen;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. September 2005 zur Regelung des Gebrauchs von Feuerwaffen und Munition zur Ausübung der Jagd sowie bestimmter Jagdverfahren oder -techniken wird ein Artikel 12/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 12/1 - In Abweichung von Artikel 9*bis* § 2 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd ist es erlaubt, Hochsitze, die sich in einem Abstand von weniger als zweihundert Metern von einer künstlichen Wildfutterstelle befinden, mit einer Waffe zu besetzen, um von dort aus das Großwild sowie den Fuchs zu jagen und diese Arten zu vernichten.»

Art. 2 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten wird Artikel 2 Absatz 2 Ziffer 5 außer Kraft gesetzt.

Art. 3 - In Artikel 2 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "oder durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht" zwischen die Wörter "Empfangsbescheinigung" und "beim Minister" eingefügt.

Art. 4 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die Wörter "vom 8. Juni 2001" durch die Wörter "vom 25. September 2008" ersetzt.

Art. 5 - In demselben Erlass wird in Artikel 6 der Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

«Die Vernichtung des Schwarzwildes darf nur zwecks der Vorbeugung erheblicher Schäden an Kulturen, Tierhaltungen sowie an der Flora allgemein, ob diese zur Landwirtschaft gehört oder nicht, erfolgen.»

Art. 6 - In Artikel 6 Absatz 3 desselben Erlasses werden die Wörter "in Absatz 1 erwähnten" vor das Wort "Schäden" gesetzt und die Wörter "an Kulturen" gestrichen.

Art. 7 - In demselben Erlass wird Artikel 9 durch Folgendes ersetzt:

«Art. 9 - Die Vernichtung des Schwarzwildes wird durch den Inhaber des Geländes vorgenommen.

Der Inhaber des Geländes ist berechtigt, folgende Personen zu ersuchen, die Vernichtung an seiner Stelle vorzunehmen:

1° den Inhaber des Jagdrechts auf den zu schützenden Geländen, der dieses Recht dort tatsächlich ausübt, und seine vereidigten Jagdhüter;

2° mangels der erstgenannten Personen, den Inhaber des Jagdrechts auf einem bewaldeten, neben den zu schützenden Geländen liegenden Gebiet, der dieses Recht dort tatsächlich ausübt, und seine vereidigten Jagdhüter;

3° mangels der zweitgenannten Personen, irgend einen anderen Jäger.»

Art. 8 - In demselben Erlass wird Artikel 10 durch Folgendes ersetzt:

«Art. 10 - Der Antrag auf eine Vernichtungsgenehmigung muss vom Inhaber des Geländes oder von den in Artikel 9 erwähnten Personen eingereicht werden und unter anderem die Ortslage der zu schützenden Parzellen, die Identität der Person, die die Vernichtung vornimmt, sowie die Eigenschaft, in der sie eingreift, angeben.»

Art. 9 - In demselben Erlass wird Artikel 11 durch Folgendes ersetzt:

«Art. 11 - In Abweichung von Artikeln 7 bis 10 und wenn in einem Teil der Wallonischen Region festgestellt wird, dass ein zu großes Schwarzwildvorkommen erhebliche Schäden, von denen in Artikel 6 Absatz 1 die Rede ist, an der Landwirtschaft verursacht, ist der Minister oder dessen Bevollmächtigter berechtigt, den Jagdberechtigten zu erlauben, während des gesamten Jahres und nur tagsüber eine oder mehrere Vernichtungstreibjagden im Wald zu organisieren.

Die vereidigten Jagdhüter des Inhabers des Jagdrechts dürfen während dieser Treibjagden Schwarzwild abschießen.

Diese Treibjagden dürfen nur mit Hilfe von Feuerwaffen und nachdem die Forstabteilung darüber informiert wurde, stattfinden.»

Art. 10 - In demselben Erlass wird Artikel 12 durch Folgendes ersetzt:

«Art. 12 - In Abweichung von den Artikeln 7 bis 9 und wenn festgestellt wird, dass das Schwarzwild erhebliche Schäden an Kulturen oder an der Vegetation bestimmter Gelände verursacht, ist der Minister oder dessen Bevollmächtigter berechtigt, eine oder mehrere Vernichtungstreibjagden zu erlauben.

Diese Treibjagden dürfen nur von folgenden Personen ausgeübt werden:

1° vom Inhaber des Jagdrechts auf den zu schützenden Geländen, der dort sein Recht tatsächlich ausübt, sowie von seinen vereidigten Jagdhütern;

2° mangels der erstgenannten Personen, vom Inhaber des Jagdrechts auf einem bewaldeten, an die Ebene der zu schützenden Gelände angrenzenden Gebiet, der dieses Recht dort tatsächlich ausübt, und von seinen vereidigten Jagdhütern;

3° mangels der zweitgenannten Personen, von irgendeinem anderen Jäger.

Diese Treibjagden dürfen nur tagsüber mit Hilfe von Feuerwaffen und nachdem die Forstabteilung darüber informiert wurde, stattfinden.

Diese Treibjagden dürfen während der maschinellen Erntearbeiten durchgeführt werden, auch wenn diese die Vernichtung des Schwarzwildes erleichtern können.

Der Antrag auf eine Vernichtungsgenehmigung muss vom Inhaber des Geländes eingereicht werden und unter anderem die Ortslage der zu schützenden Gelände, die Identität der Jäger und der vereidigten Jagdhüter, die die Vernichtung vornehmen und die Eigenschaft, in der sie eingreifen, angeben.»

Art. 11 - In demselben Erlass wird Artikel 15 § 1 Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

«1° Feuerwaffen, auch während der maschinellen Erntearbeiten, wenn die Vernichtung des Fuchses angebracht ist, auch wenn diese Arbeiten dessen Vernichtung erleichtern können;».

Art. 12 - In demselben Erlass wird Artikel 24 Ziffer 5 durch Folgendes ersetzt:

«5° vom 1. Juni bis zum 30. September: in den Lagergetreiden;».

Art. 13 - Artikel 24 desselben Erlasses wird durch die Ziffern 6°, 7°, 8°, 9°, 10° und 11° wie folgt ergänzt:

«6° vom 1. März bis zum 1. Juli: in den Futter- und Zuckerrübenfeldern;

7° vom 1. Januar bis zum 1. Juni: in den Luzerne- und Kleefeldern;

8° vom 1. März bis zum 30. September: in den Feldern der anderen Leguminosen;

9° vom 1. Mai bis zum 15. Juli: in den Bohnenfeldern;

10° vom 15. April bis zum 1. Juni: in den Flachsfeldern;

11° vom 1. Dezember bis zum 1. Mai: in den Spinatfeldern.»

Art. 14 - In demselben Erlass wird Artikel 26 durch einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

«Die in Absatz 1 Ziffer 1 erwähnten Personen dürfen die Vernichtung bis auf einen Abstand von fünfzig Metern um die betroffenen Parzellen durchführen, unter der Voraussetzung, dass sie auf dieser Fläche über das Jagd- oder Bewachungsrecht verfügen.»

Art. 15 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 16 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. September 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204368]

17 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2005 houdende regeling van het gebruik van vuurwapens en van hun munitie met het oog op het uitoefenen van de jacht, alsook met sommige jachtprocédés of technieken; en van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk gemaakt wordt

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, artikel 7, § 1, en artikel 30*bis*, vervangen bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk gemaakt wordt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2005 houdende regeling van het gebruik van vuurwapens en van hun munitie met het oog op het uitoefenen van de jacht, alsook met sommige jachtprocédés of technieken;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad), gegeven op 8 mei 2015 en 8 juni 2015;

Gelet op het rapport van 19 mei 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 57.866/2/V van de Raad van State, gegeven op 26 augustus 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Waalse Regering op 28 juni 2012 een strategie ter beperking van de populaties grof wild heeft aangenomen waarbij o.a. de jagers ertoe aangezet worden belangrijke inspanningen te leveren inzake de verwijdering van grof wild;

Gelet op het verslag van 1 oktober 2014 betreffende de evaluatie van de impact van de overgangsmaatregel betreffende de ontradende bijvoeding van het wild zwijn op de schade door wilde zwijnen, vastgesteld in het Waalse Gewest;

Gelet op de bevolkingsexplosie die de jongste dertig jaar bij alle soorten grof wild waargenomen werd, in het bijzonder de wilde-zwijnbestanden;

Overwegende dat die situatie heden aanzienlijke schade toebrengt aan de teelten en weiden, de bosbestanden en de regeneratie ervan, evenals een hoger risico inhoudt op sanitair vlak voor de houderijen en voor de verkeersveiligheid;

Overwegende dat alle soorten grof wild aandeel hebben in voornoemde schade en risico's, waarbij ze nu eens cumulatieve dan weer specifieke effecten veroorzaken, dat er dus ingegrepen moet worden bij elke soort en zodoende voornoemde situatie verholpen kan worden;

Overwegende dat het afschotverbod vanuit een jachtkansel, gelegen op minder dan tweehonderd meter van een kunstmatige voederplaats (een wettelijk bepaalde maatregel die met name het wild relatieve bescherming moet bieden) heden voor het groot wild en overigens ook voor de vos niet meer verantwoord is;

Overwegende dat, als de overheid overigens van de jagers een reguleringsinspanning vraagt, diezelfde overheid ervoor moet zorgen dat de jagers die regulering kunnen uitvoeren door doeltreffender op te treden;

Overwegende dat de vosbestanden van die aard zijn dat ze de biodiversiteit schade toebrengen, meer in het bijzonder de vlaktafauna, en dat die soort bijgevolg zo goed mogelijk gereguleerd moet worden;

Overwegende dat de aanzienlijke aanwezigheid van vossen, vastgesteld over het gehele grondgebied van het Waalse Gewest, een risico vormt voor de volksgezondheid omdat de hondsdolheid opnieuw als epizoötie zou kunnen opduiken in ons land, dat dat risico objectief is vastgesteld om de reden dat de hondsdolheid nog altijd niet verdwenen is uit meerdere lidstaten van de Europese Unie, dat er in de Europese Unie illegale hondenbewegingen bestaan en er uit derde landen die een hoog risico op die zoönose honden illegaal ingevoerd worden, dat bijgevolg alle maatregelen genomen dienen te worden die vosbestanden doeltreffend kunnen reguleren om dat risico in te perken, daar in de wildfauna vooral de vos als vector voor het overdragen van die ziekte dient;

Overwegende dat de staat van instandhouding van de houtduif zeer gunstig is en dat die situatie een verhoogd risico op schade voor de gewassen inhoudt;

Gelet op de verzoeken die de Minister bevoegd voor de jacht toegezonden werden door verschillende representatieve landbouwersverenigingen in Wallonië die vragen om uitbreiding van de mogelijkheden voor de vernietiging van de houtduif naar ruimere periodes en voor teelten die niet beoogd worden in het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002;

Overwegende dat het aangewezen is het overgaan tot de vernietiging van de houtduif te vergemakkelijken ten gevolge van de aanneming van het besluit van de Waalse Regering van 28 mei 2015 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2011 tot 30 juni 2016 vastgelegd worden daar dit besluit de jachtperiode voor de houtduif sterk ingeperkt heeft;

Overwegende dat de uitoefening van de jacht en de vernietiging van die soorten wild dan ook veralgemeend vergemakkelijkt moeten worden;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de jacht;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2005 houdende regeling van het gebruik van vuurwapens en van hun munitie met het oog op het uitoefenen van de jacht, alsook met sommige jachtprocédés of -technieken wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12/1. In afwijking van artikel 9*bis*, § 2, van de jachtwet van 28 februari 1882 is het toegelaten zich met een wapen te bevinden op jachtkansels, gelegen op minder dan tweehonderd meter van een kunstmatige voederplaats om er te jagen en er grof wild te vernietigen, evenals het soort vos ».

Art. 2. In het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk gemaakt wordt, wordt artikel 2, lid 2, 5°, opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde besluit worden, in artikel 2, lid 1, de woorden "of bij ieder ander middel waarbij de zending een vaste datum wordt verleend" ingevoegd tussen het woord "ontvangstbewijs" en de woorden "worden gestuurd".

Art. 4. In hetzelfde besluit worden, in artikel 5, de woorden "van 8 juni 2001" vervangen door de woorden "van 25 september 2008".

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt artikel 6, lid 1, vervangen door de volgende bepaling :

« De vernietiging van het wild zwijn wordt alleen toegestaan om belangrijke schade te voorkomen aan teelten, aan fokkerijen en aan de flora in het algemeen, ongeacht of deze onder landbouw valt of niet. »

Art. 6. In hetzelfde besluit worden, in artikel 6, lid 3, de woorden "aan teelten" vervangen door de woorden "bedoeld in lid 1".

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt artikel 9 vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. De vernietiging van het wild zwijn wordt door de grondgebruiker uitgevoerd.

De grondgebruiker kan volgende personen verzoeken deze vernietiging in zijn plaats uit te voeren :

1° de houder van het jachtrecht op de te beschermen terreinen, die er dit recht effectief uitoefent, en zijn beëdigde wachters;

2° bij gebrek aan eerstgenoemden, de houder van het jachtrecht op een bebost grondgebied dat aan de te beschermen terreinen grenst, die er dit recht effectief uitoefent, en zijn beëdigde wachters;

3° bij gebrek aan de tweede personen, elke andere jager. »

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt artikel 10 vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. De aanvraag om vernietigingsvergunning moet worden ingediend door de grondgebruiker of door de personen bedoeld in artikel 9 en moet met name de plaats van de te beschermen percelen vermelden alsook de identiteit van de persoon die de vernietiging zal uitvoeren en de hoedanigheid waarin die optreedt. »

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt artikel 11 vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. In afwijking van de artikelen 7 tot 10 kan de Minister of zijn afgevaardigde, als in een gedeelte van het Gewest wordt vastgesteld dat een te hoog aantal wilde zwijnen belangrijke schade veroorzaakt zoals bedoeld in artikel 6, lid 1, de houder van het jachtrecht toestaan om één of meerdere vernietigingsdrijfjachten in het bos te organiseren.

De beëdigde wachters van de houder van het jachtrecht mogen tijdens deze drijfjachten de wilde zwijnen afschieten.

Die drijfjachten mogen enkel d.m.v. vuurwapens plaatsvinden, na waarschuwing van het bosbeheer. »

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt artikel 12 vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 12. In afwijking van artikelen 7 tot 9 kan de Minister of diens afgevaardigde, indien wordt vastgesteld dat wilde zwijnen aanzienlijke schade aanrichten aan teelten of aan de beplanting van sommige terreinen, één of meerdere vernietigingsdrijfjachten toestaan.

Die drijfjachten mogen enkel worden uitgevoerd door :

1° de houder van het jachtrecht op de te beschermen terreinen, die er dit recht effectief uitoefent, alsmede door zijn beëdigde wachters;

2° bij gebrek aan eerstgenoemden, de houder van het jachtrecht op een bebost grondgebied dat aan de te beschermen terreinen grenst, die er dit recht effectief uitoefent, en zijn beëdigde wachters;

3° bij gebrek aan de tweede personen, elke andere jager.

Die drijfjachten mogen enkel overdag, d.m.v. vuurwapens plaatsvinden, na waarschuwing van het bosbeheer.

Die drijfjachten mogen gedurende de gemechaniseerde oogstverrichtingen uitgevoerd worden, zelfs als deze de vernietiging van de wilde zwijnen kunnen vergemakkelijken.

De vergunningsaanvraag wordt door de grondgebruiker ingediend en geeft met name de plaats van de te beschermen percelen, de identiteit van de jagers en de beëdigde wachters op, die de vernietiging zullen uitvoeren, evenals de hoedanigheid waarin ze optreden. »

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt artikel 15, § 1, 1°, vervangen door de volgende bepaling :

« 1° vuurwapens, eveneens tijdens de gemechaniseerde oogstverrichtingen wanneer de vos vernietigd dient te worden zelfs als die verrichtingen zijn vernietiging kunnen vergemakkelijken; »

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt artikel 24, 5°, vervangen door de volgende bepaling :

« 5° van 1 juni tot 30 september : in het gelegeerde graan. »

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt artikel 24 aangevuld met 6°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11° luidend als volgt :

« 6° van 1 maart tot 1 juli : in voederbieten- en suikerbietenteelten;

1° van 1 januari tot 1 juni : in de rupsklaver- en klaverteelten;

8° van 1 maart tot 30 september : in de teelten van andere peulgewassen;

9° van 1 mei tot 15 juli : in de bonenteelten;

10° van 15 april tot 1 juni : in de vlasteelten;

11° van 1 december tot 31 mei : in de spinazieteelten. »

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt artikel 26 aangevuld met volgend lid :

« De personen bedoeld in lid 1, 1°, mogen tot op een afstand van vijftig meter rondom de betrokken percelen vernietigen voor zover ze het jacht- of wachtrecht kunnen aantonen op dat gebied. »

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 16. De Minister bevoegd voor de Jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 september 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2015/204360]

Pouvoir judiciaire. — Tribunal du travail de Charleroi-Mons

Le 2 juillet 2015, M. Tinsy, Adrien, juge social au titre d'employeur, au tribunal du travail de Charleroi-Mons division, a été désigné par la présidente de ce tribunal pour exercer les fonctions de magistrat suppléant après l'âge de 72 ans.

Ce mandat étant exercé durant un an, du 11 octobre 2015 au 10 octobre 2016.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2015/204360]

Rechterlijke Macht. — Arbeidsrechtbank te Charleroi-Bergen

Op 2 juli 2015 werd de heer Tinsy, Adrien, rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank te Charleroi-Bergen, door de voorzitter van deze rechtbank aangewezen om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen aan de leeftijd van 72 jaar.

Dit mandaat wordt uitgeoefend gedurende een jaar, van 11 oktober 2015 tot 10 oktober 2016.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C - 2015/22347]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Comité de gestion de l'assurance-indemnités des travailleurs indépendants, institué auprès du Service des indemnités. — Démission et nomination d'un membre

Par arrêté royal du 18 septembre 2015, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de ses fonctions de membre suppléant du Comité de gestion de l'assurance-indemnités des travailleurs indépendants, institué auprès du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à Monsieur DEGRAEVE Ruben.

Par le même arrêté, Mme DE SCHAUWER Alexandra, est nommée en qualité de membre suppléant audit Comité de gestion, au titre de représentante d'un organisme assureur, en remplacement de M. DEGRAEVE Ruben, dont elle achèvera le mandat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2015/22347]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen, ingesteld bij de Dienst voor uitkeringen. — Ontslag en benoeming van een lid

Bij koninklijk besluit van 18 september 2015, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt eervol ontslag uit zijn functies van plaatsvervangend lid van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen, ingesteld bij de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan de heer DEGRAEVE Ruben.

Bij hetzelfde besluit, wordt mevr. DE SCHAUWER Alexandra, benoemd in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid bij genoemd Beheerscomité, als vertegenwoordigster van een verzekeringsinstelling, ter vervanging van de heer DEGRAEVE Ruben, wiens mandaat zij zal voleindigen.